



RESPECT

Comme beaucoup d'entre vous le savent, notre exécutif national tente depuis un certain temps déjà de communiquer avec le ministre de la Sécurité publique pour discuter de nombreuses questions qui touchent directement les agentes et les agents correctionnel.les de première ligne. L'un de ces sujets est le RESPECT en milieu de travail. Jusqu'à présent, nous n'avons reçu aucune réponse du ministre, ce qui confirme le manque de RESPECT dont sont victimes les agents correctionnels fédéraux et UCCO-SACC-CSN de la part de notre employeur, le SCC.

UCCO-SACC-CSN ne tolérera pas ce manque de respect à notre endroit. Si le SCC et le ministre choisissent de continuer à nous manquer de respect, nous leur répondrons par un manque RESPECT réciproque. Il est temps d'enlever nos chemises d'uniforme et de recouvrir le logo du SCC. L'écusson du SCC représente plusieurs choses dont le RESPECT et puisque le RESPECT manque, alors il n'est plus nécessaire d'afficher l'écusson.

Si l'employeur se met à donner des ordres directs aux membres pour qu'ils remettent la chemise d'uniforme ou enlèvent le ruban adhésif, la réponse de nos membres doit être «s'il vous plaît, allez parler à un membre de mon exécutif local. Je soutiens mes consœurs et confrères de UCCO-SACC-CSN qui exigent le respect.»

Si vous avez besoin de soutien, veuillez vous

adresser à un membre de votre exécutif local afin qu'il puisse informer un membre de votre exécutif régional.

Nous sommes fatigués de ne pas être respectés. Ce sujet est plus vaste que la seule prime-COVID. Il concerne également l'environnement de travail en général auquel les membres sont confrontés dans tout le pays. Il concerne spécifiquement

- Les mesures sécuritaires pour faire face à la pandémie
- Les membres qui doivent payer des congés de maladie plutôt que de recevoir des congés 699
- Les tests rapides pour les officiers vs. les tests PCR pour les détenus (même le public ne peut pas obtenir de tests PCR dans certaines régions)
- Les EPI ridicules (écrans faciaux); ils sont un gaspillage de fonds publics
- La direction qui est trouvée coupable de harcèlement envers les membres sans que cela n'ait de conséquences
- Le recours excessif aux enquêtes disciplinaires
- La reconnaissance des détenus et de leurs familles mais pas des CX et de leurs familles
- Les heures supplémentaires imposées
- L'imposition de travailler 16,5 heures et plus

Faisons front commun et exigeons le respect que nous méritons.